Formation de la commission économique

Public : membres de la commission économique du comité d'entreprise

Objectifs de la formation

- **Appréhender la situation économique et financière** de votre entreprise, en suivre l'évolution et interroger ses perspectives
- Exercer efficacement son **rôle en amont de la consultation** sur la situation économique et financière de l'entreprise
- **Améliorer la pertinence des questions et des interpellations** formulées à votre employeur

Approche pédagogique

- Cas pratiques sur la base des documents économiques, financiers et comptables de votre entreprise
- Formation opérationnelle animée par un spécialiste de l'analyse économique et financière

Programme

Articuler le rôle de la commission économique avec la mission du CE/CSE

- Les prérogatives économiques du CE/CSE
- Les attributions et les moyens de la commission économique
- La consultation du CE/CSE sur la situation économique et financière de l'entreprise : quel rôle pour la commission économique ?

Comprendre les grands principes et les usages de la comptabilité

- Les principes comptables
- Les usages de la comptabilité et ses limites
- Le calendrier comptable

Première approche du rapport annuel

- Le bilan : la représentation du patrimoine de votre entreprise
- Le compte de résultat : une vision simplifiée des opérations de l'exercice
- Le rapport de gestion et les annexes : une grille de lecture de vos états financiers

Présentation des points clés d'une analyse financière

- Les principes généraux d'une analyse financière
- Les soldes intermédiaires de gestion
- Le suivi de la trésorerie
- Quelques ratios incontournables pour comprendre la situation de l'entreprise

Conditions d'inscription en interentreprises : Durée : 2 jours / Date et lieu : à définir / Tarif : 1017 € nets par participant. Cette formation peut également s'organiser en **intraentreprise**, avec des dates et des modalités de réalisation adaptées à vos besoins.

La loi du 28 octobre 1982 reconnaît aux membres titulaires du comité d'entreprise le droit à une formation économique